du libre-échange. Voilà pourquoi cette série d'amendements a été déposée à la Chambre.

J'expliquerai très brièvement l'objet des différentes motions. La motion n° 30 propose que la nomination du président de la Commission de révision des marchés publics soit soumise à l'approbation du comité compétent de la Chambre des communes.

La motion n° 32 traite des pouvoirs, fonctions et des attributions de la Commission de révision des marchés publics, qui constitue un élément très important du projet de loi. Pourtant, les règlements qui détermineront le mode de fonctionnement de la Commission semblent, dans une large mesure, du ressort du Cabinet. Je le répète, en cette période de réforme parlementaire, il me semble tout à fait opportun que ces règlements soient contrôlés et approuvés par le comité parlementaire compétent.

● (1120)

La motion n° 38 a pour objet de faire en sorte que le Tribunal canadien des importations indique non seulement au Cabinet et à un ministre, mais aussi à un comité des Communes, si, par suite d'une réduction de tarif, les importations américaines portent un grave préjudice aux producteurs canadiens. À mon avis, les industries et les travailleurs doivent pouvoir recourir directement à un Tribunal lorsqu'ils subissent un préjudice résultant de la concurrence américaine. Le projet de loi ne prévoit pas de dispositions à ce sujet, mais au moins, il y aura ainsi un comité parlementaire qui jouera un rôle prépondérant, celui de superviser le travail du Tribunal canadien des importations. Ceux qui ne font pas partie de l'appareil gouvernemental ou du Cabinet auront ainsi la possibilité de témoigner.

De même, la motion n° 41 confère un rôle plus important au comité parlementaire en lui permettant d'approuver la formation des comités et groupes spéciaux de règlement des différends, ainsi que leurs modalités de fonctionnement aux termes de l'Accord.

La motion n° 43 donne à ce même comité la possibilité d'examiner et d'approuver la nomination du secrétaire du Secrétariat canadien chargé d'administrer les comités et groupes spéciaux de règlement des différends. Je le répète, il s'agit là d'un rôle crucial qui sera joué aux termes de l'Accord, si celui-ci est approuvé; aussi, le comité parlementaire devrait avoir son mot à dire au sujet de cette nomination.

La motion n° 44 traite des règlements conférant un certain nombre de pouvoirs aux groupes spéciaux de règlement des différends et aux comités établis par le Cabinet; elle demande que ces règlements soient eux aussi approuvés par le comité parlementaire compétent.

La motion n° 50 va dans le même sens pour ce qui est des règlements relatifs aux normes agricoles qui sont liées aux dispositions sur l'harmonisation des normes énoncées dans le chapitre de l'Accord sur l'agriculture.

Accord de libre-échange Canada—États-Unis

Enfin, les motions n°s 56 et 58 vont dans le même sens. La motion n° 56 confère au comité parlementaire compétent le pouvoir d'approuver et de contrôler les décisions concernant l'interprétation par le CRTC des dispositifs de l'Accord sur la retransmission des signaux de télévision, c'est-à-dire l'article 2006. La motion n° 58 confère au même comité le pouvoir d'approuver et de contrôler les règlements définissant les signaux éloignés et non éloignés aux fins du paiement des droits de retransmission d'émissions de télévision.

Toutes ces modifications tentent de faire reconnaître, à la place de l'autorité absolue du cabinet, le principe de la démocratie parlementaire, qui s'exerce par l'intermédiaire des différents comités. Nous voulons que les comités aient la possibilité de faire un examen approfondi et d'entendre des témoignages au sujet des règlements et des nominations liés au présent accord et, par le fait même, nous donnons aux députés la possibilité de se prononcer sur ces importantes décisions qui, autrement, ne seraient débattues que par le cabinet.

Je présume que les décrets du conseil qui établissent les règlements, les nominations et les comités ne seront pas examinés à fond par le Cabinet, mais seront expédiés. Les comités parlementaires assureraient un véritable contrôle. Ils permettraient aux députés d'intervenir. Ils rendront le système beaucoup plus démocratique, si jamais l'accord est adopté.

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, j'aimerais profiter de l'occasion pour formuler des observations sur cette série d'amendements. Jeudi dernier, au sujet des mêmes propositions concernant l'expansion des pouvoirs du Cabinet et de l'exécutif, j'ai constaté que le fédéralisme avait de plus en plus tendance à être dirigé par l'exécutif et qu'on essayait de faire en sorte que le gouvernement ait de moins en moins l'obligation de rendre compte de ses décisions. La teneur générale de ces amendements montre même comment l'Accord de libre-échange écarte la question de la responsabilité et laisse prévoir que les députés auront de plus en plus de mal à obtenir du gouvernement qu'il justifie ses décisions à ce sujet.

Ce matin, j'ai voulu parler de la motion n° 41, où il est surtout question du règlement des différends et de la proposition du projet de loi. Par bien des aspects, c'est le cœur de l'Accord. C'est une question qui a sûrement été proposée par le premier ministre (M. Mulroney) comme la cause première des négociations avec les États-Unis.

En 1987, le premier ministre déclarait qu'il tenait avant tout à conclure un accord qui permette à l'industrie canadienne de se protéger contre les menaces des protectionnistes américains, qui compromettent et limitent nos exportations en se livrant à des pratiques commerciales abusives. Il nous assurait que l'accord veillerait avant tout à établir de nouvelles lois de redressement sur le plan commercial.